

LE RÉSEAU GARD ENTREPRISES A FAIT SA RENTRÉE ÉCONOMIQUE

Regroupant de nombreux chefs d'entreprise du bassin alésien, le collectif a organisé jeudi 12 septembre 2024 sa traditionnelle rentrée économique, dont Christophe Rivenq, président d'Alès Agglomération, était l'invité.

Dans l'amphithéâtre presque plein du Myriapole, le réseau Gard Entreprises a procédé à sa traditionnelle rentrée économique. Plusieurs dizaines de chefs d'entreprise ont répondu à l'invitation du président du collectif, Jean-Pierre De Faria.

Si l'objectif de ce rendez-vous est bien sûr de permettre aux professionnels de se rencontrer et d'échanger, il permet également d'aborder de grandes questions. Et, ce jeudi 12 septembre, Christophe Rivenq, président d'Alès Agglomération, était invité à prendre la parole afin d'évoquer un certain nombre de sujets, tant sur le plan national que local.

Une rentrée économique et politique donc, qui a permis de dresser un état des lieux du territoire : « *Au niveau local, nous n'avons rien à envier aux autres. Avec notre politique de réindustrialisation, que nous portons depuis trente ans avec Max Roustan, le maire d'Alès, nous avons aujourd'hui un réel dynamisme économique* », a entamé Christophe Rivenq. Un optimisme suivi de grandes interrogations face à la « *conjuncture nationale* » et aux réglementations, « *pas adaptées aux territoires comme le nôtre* ».

L'accès au crédit, au foncier et à l'emploi

Ce rendez-vous a notamment permis au président d'Alès Agglomération, compétent en matière de développement économique, d'aborder l'épineux sujet de la loi ZAN (zéro artificialisation nette des sols d'ici 2030, NDLR). « *Si nous ne pouvons plus construire, nous n'aurons plus assez de logements, plus d'installations d'entreprises, ... Alors que nous comptons, sur le territoire quelque 1 000 nouveaux habitants chaque année et un taux de 13 % de création d'entreprises par an* », a-t-il souligné.

Outre les difficultés d'accès au crédit pour certaines sociétés, Christophe Rivenq a également abordé la question de l'emploi : « *Nous enregistrons 12 % de chômeurs sur le bassin alésien. Un taux encore trop élevé par rapport à la moyenne nationale. Et pourtant, vous n'arrivez pas à recruter !* »

La question s'est alors posée sur la formation. Avec la mise en place du Conseil de l'enseignement supérieur, qui vise à développer l'offre de formations post-Bac sur le territoire, Christophe Rivenq a appelé les chefs d'entreprise à faire part de leurs besoins. « *Pour proposer des solutions adaptées, autant à nos jeunes qu'à vos attentes, j'ai besoin de connaître vos objectifs à court, moyen et long termes.* »